

anglais était un marché assez considérable, mais que nous n'y participions pas d'une manière avantageuse au point de vue exportations canadiennes. Par exemple,—ce sont des chiffres pour l'année 1957, je n'ai pas de chiffres plus récents,—on dit que le Danemark a exporté au Royaume-Uni 249,000 tonnes de viande, la Hollande, 16,000 tonnes, la Pologne, 49,000 tonnes, pendant que d'autres pays ont aussi exporté 39,000 tonnes de viande au Royaume-Uni, alors que le Canada en exportait 832 tonnes.

Je crois qu'au chapitre des recherches, le gouvernement devrait y aller avec plus de force pour «développer» nos marchés davantage.

Pour ce qui a trait aux produits laitiers, l'Angleterre, l'an dernier, c'est-à-dire en 1959, a importé 511 millions de dollars de produits laitiers, 228 millions de produits du tabac, 633 millions de fruits et légumes, alors que la contribution canadienne n'a été que de 2½ p. 100 dans le cas des produits laitiers, 9/10 p. 100 dans celui des produits du tabac, et 7/10 p. 100 dans le cas des fruits et des légumes.

Étant donné que le gouvernement du Canada entretient des relations assez étroites avec le Royaume-Uni, je ne comprends pas pourquoi nous ne pouvons pas augmenter nos exportations vers ce pays.

Pour ce qui est des études et des recherches que le ministre a l'intention de faire faire au cours de l'année qui s'en vient, c'est-à-dire 1961-1962, puisqu'il a augmenté le budget de 28 p. 100 à ce poste, je demanderais que l'on attache une grande importance aux marchés d'exportation; c'est notre seule porte de sortie pour une agriculture prospère, une agriculture qui se «développe».

(Traduction)

L'hon. M. Hamilton (Ou'Appelle): Monsieur le président, en parlant de développer l'étude du marché national et étranger pour nos produits, le député a abordé un sujet très important. Ce sujet aurait dû, en fait, être discuté lors de l'examen du crédit de la Division de l'économique, mais qu'il me soit permis d'en dire quelques mots à propos du présent crédit, car c'est un point dont nous aurions dû nous occuper.

Dans les discours auxquels le député de Bonavista-Twillingate a fait allusion, j'ai exposé plusieurs idées que nous devrions suivre, à mon avis. On insiste aujourd'hui sur l'étude du marché et la fabrication de nouveaux produits qu'il faut offrir aux consommateurs pour ne pas nous laisser distancer par nos concurrents. Ces quatre ou cinq derniers mois, nous avons vu un fait intéressant à ce propos. Une certaine quantité de pommes de

terre étaient importées des États-Unis au Canada. Après des recherches, on a constaté qu'elles étaient importées parce que le brevet utilisé pour les transformer en poudre était un brevet américain. Le ministère s'est immédiatement saisi de l'affaire; il a acheté un brevet au département américain de l'Agriculture et a chargé M. Asselbergs de faire appliquer ce brevet dans notre pays. Voilà un cas où les laboratoires d'étude du marché dont nous disposons ont servi à mettre au point une méthode qui permettra aux Canadiens de lancer un produit mieux adapté au marché canadien.

Je conviens avec le député que c'est là une chose sur laquelle nous devrions insister. Jusqu'ici, le ministère de l'Agriculture n'a pas fait grand chose dans ce domaine. Nous en sommes seulement à nous orienter dans cette direction, mais je crois pouvoir assurer au député que je donnerai au mouvement toute l'impulsion possible.

Pour ce qui est du marché britannique, je crois que le député sait que le prix de nos produits laitiers et de presque tous nos produits agricoles est beaucoup plus élevé que le prix mondial. Nous avons perdu notre emprise sur le marché du Royaume-Uni. Mais il ne faudrait pas pour cela abandonner tout retour à ce marché. Nous avons de bons produits, tels que le blé et le tabac, qui peuvent se vendre à des prix de concurrence n'importe où dans le monde. Il nous faudra augmenter notre rendement en produits spéciaux, comme les fruits, le fromage de haute qualité et ainsi de suite. Comme je l'ai souvent répété, les produits canadiens ordinaires jouissent d'un avantage du point de vue du goût, qui les rend attrayants même à un prix élevé.

Je tiens à vous remercier, monsieur le président, de me permettre de dire quelques mots là-dessus. Je pense que le ministère de l'Agriculture fait bien de se donner une nouvelle orientation et de songer plus que par le passé à la mise en marché.

(Texte)

M. Boulanger: Monsieur le président, s'il faut en croire les remarques de l'honorable ministre, il fera plus d'efforts qu'on en a fait au cours des quatre dernières années.

Je me souviens qu'en 1957 et 1958, lors des campagnes électorales, on parcourait le Canada en proclamant que, lorsque le parti conservateur serait porté au pouvoir, une armée d'agents se chargeraient de disposer de nos produits.

Après 3 ans et demi, je suis heureux de constater que le ministre a enfin décidé de faire quelque chose dans ce domaine.